



Bureau sous-régional en Afrique du Nord  
Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest

Distr. générale  
10 août 2022

Français  
Original : anglais

---

**Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord**  
**Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique de l'Ouest**  
**Première réunion commune**

Marrakech (Maroc), 1<sup>er</sup> - 3 novembre 2022

## Note conceptuelle

### I. Contexte

1. En tant qu'organes délibérants statutaires, le Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord et le Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique de l'Ouest supervisent les activités des bureaux sous-régionaux respectifs de la Commission économique pour l'Afrique dans le cadre du programme adopté lors de la session annuelle de l'Assemblée générale.<sup>1</sup> Ces comités tiennent des réunions annuelles pour examiner les résultats obtenus par les bureaux sous-régionaux, leurs programmes de travail à venir et leurs orientations stratégiques en rapport avec les priorités de développement des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest. Les réunions constituent également des forums pour les experts de haut niveau et les décideurs des gouvernements nationaux, les chercheurs, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire afin d'évaluer et d'examiner l'évolution des conditions économiques et sociales dans les sous-régions. Au cours des réunions, les participants formulent des recommandations sur la manière de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons de l'Union africaine, tout en approfondissant l'intégration régionale.

2. Le thème de la première réunion conjointe est : « La sécurité alimentaire et énergétique en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest dans un contexte de crises multiples ». Le monde est confronté à des prix élevés pour les denrées alimentaires, les engrais et les carburants en raison de l'aggravation des tensions géopolitiques, du ralentissement économique mondial, de l'impact croissant du changement climatique et des répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Tous les pays ont été touchés par ces chocs, bien que par des voies diverses et à des degrés différents, les pays en développement étant les plus durement touchés. La production mondiale ne devrait croître que de 3,2 % en 2022 et de 2,9 % en 2023, par rapport à 6,1 % en 2021.<sup>2</sup> Le Fonds monétaire international a revu à la hausse ses prévisions d'inflation pour 2022, à 6,6 % pour les économies avancées et à 9,5 % pour les marchés émergents et les pays en développement. L'escalade du conflit entre la Fédération de Russie et

---

<sup>1</sup> Voir A/76/6 (chapitre 18).

<sup>2</sup> Fonds monétaire international (FMI), *Perspectives de l'économie mondiale : Un horizon sombre et plus incertain*, (Washington, D.C., juillet 2022. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/07/26/world-economic-out-look-update-july-2022>).



L'Ukraine en 2022 a entravé toute reprise économique et rendu moins efficaces les divers efforts de relance budgétaire. Selon une étude récente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), on estime que 52 millions de personnes, principalement en Afrique, sont tombées dans l'extrême pauvreté au cours des trois premiers mois qui ont suivi le déclenchement du conflit, leur revenu étant tombé à 1,90 dollar ou moins par jour (ajusté en fonction de la parité du pouvoir d'achat). En outre, 20 millions de personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté de 3,20 dollars par jour.

3. Malgré la perte de revenus des populations, en mai 2022, les prix alimentaires mondiaux avaient augmenté de 80 % au cours des deux années précédentes et de 15 % entre mars et avril 2022. L'escalade du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine en 2022 et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales qui en ont résulté, la baisse de la confiance des entreprises et l'incertitude accrue ont accéléré la hausse des prix alimentaires, ce qui a exposé des millions de personnes à l'insécurité alimentaire et aux privations. L'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a atteint un niveau record en mars 2022. Les prix élevés et volatils des denrées alimentaires ont mis en péril les moyens de subsistance des ménages des zones rurales, qui sont tributaires de l'agriculture. Des risques matériels de pénurie alimentaire sont également apparus, étant donné que la Fédération de Russie et l'Ukraine sont de grands exportateurs de denrées alimentaires, ayant fourni près de 30 % des exportations mondiales de blé ces dernières années. Les pays d'Afrique du Nord, en particulier l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie, importent plus de la moitié de leur blé - qui constitue une part importante de leur alimentation - de Russie et d'Ukraine. En Afrique de l'Ouest, 46 % de la farine de blé est importée de la région de la mer Noire, principalement de Russie et d'Ukraine.<sup>3/4</sup> Le Bénin, le Sénégal et le Togo sont très dépendants de la Fédération de Russie car elle leur fournit respectivement 68, 52 et 45 pour cent de leurs importations de blé.

4. Au niveau mondial, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest font partie des sous-régions les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, car elles dépendent fortement des importations alimentaires. L'Afrique du Nord, en particulier, connaît l'un des déficits alimentaires les plus importants au monde pour les céréales.<sup>5</sup> Dans une récente évaluation conjointe de l'Afrique de l'Ouest par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), il a été estimé qu'en 2022, la production agricole de la sous-région serait inférieure de 20 % à la production annuelle moyenne de 2017 à 2020 et que les importations de céréales seraient supérieures de 5 % à celles de 2021, dépassant ainsi 22 millions de tonnes. En outre, les taux d'insécurité alimentaire grave pendant la période de soudure devraient augmenter de 70 %, passant de 27,1 % en 2021 à 38,2 % en 2022. Ces projections ne tenaient pas compte du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, de sorte que les niveaux d'insécurité alimentaire pourraient être particulièrement

---

<sup>3</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Situation alimentaire mondiale : Indice FAO des prix des produits alimentaires », disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/> (site consulté le 28 juin 2022).

<sup>4</sup> Entre 2009 et 2017, la dépendance de la Tunisie à l'égard des importations de céréales était supérieure à 60 %, l'essentiel provenant d'Ukraine. L'Égypte, premier importateur mondial de blé, achète jusqu'à 85 % de son blé à la Fédération de Russie et à l'Ukraine et consacre environ 2 % de son budget aux subventions pour le pain.

<sup>5</sup> L'indice mondial de la sécurité alimentaire classe les pays en fonction de questions liées à l'accessibilité financière, la disponibilité, la qualité et la sécurité des aliments, ainsi qu'aux ressources naturelles et à la résilience. Selon l'indice 2021, l'Algérie était le premier pays en matière de sécurité alimentaire en Afrique du Nord, classée 54<sup>e</sup> sur 113 pays. Elle était suivie par la Tunisie (55<sup>e</sup>), le Maroc (57<sup>e</sup>) et l'Égypte (67<sup>e</sup>), ces quatre pays étant placés dans la catégorie « bonne performance ». Le Soudan (110<sup>e</sup>) a été classé dans la catégorie « amélioration nécessaire ». Aucune donnée n'était disponible pour la Libye et la Mauritanie.

---

alarmants pendant la période de soudure de 2022.<sup>6</sup>

5. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest continue d'être exacerbée par les effets durables de la crise du COVID-19, les graves sécheresses, les tensions géopolitiques prolongées et les troubles politiques dans plusieurs pays de ces deux sous-régions. L'augmentation de la fréquence des conditions météorologiques extrêmes, combinée au réchauffement constant du climat, affecte l'agriculture locale dans les deux sous-régions. La moitié de la population d'Afrique du Nord vit déjà en situation de stress hydrique. En outre, la productivité agricole de la sous-région ne suit pas le rythme de la croissance démographique, qui est l'une des plus élevées au monde. En Afrique de l'Ouest, près des deux tiers des pays seront confrontés à une pénurie d'eau d'ici à 2025. Les résultats des recherches ont montré que la contamination de l'eau est un problème majeur pour les populations rurales et urbaines.<sup>7</sup>

6. Les tendances récentes ont relancé les discussions et les efforts des gouvernements africains pour devenir « souverains en matière d'alimentation » plutôt que dépendants de la nourriture, ainsi que pour exercer un plus grand pouvoir sur leurs sources alimentaires et adopter des stratégies qui atténuent l'impact des forces du marché mondial. Les gouvernements ont également reconnu que de nouvelles solutions technologiques à plus long terme seront nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire de leurs populations croissantes, compte tenu des risques que le changement climatique fait peser sur la productivité agricole.

7. L'Afrique du Nord a dépensé 13 milliards de dollars en importations alimentaires en 2020, tandis que l'Afrique de l'Ouest a dépensé 4,5 milliards de dollars en importations de céréales en 2019.<sup>8</sup> Une partie de cette nourriture pourrait être produite dans les deux sous-régions, ce qui offrirait des moyens de subsistance viables aux jeunes. L'Accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) donne aux deux sous-régions la possibilité de commercer entre elles et de parvenir à la sécurité alimentaire tout en stimulant la croissance. Jusqu'à présent, cependant, l'impact de l'Accord sur la sécurité alimentaire a été limité car d'importantes lacunes en matière d'infrastructures rendent difficile le transport et l'accès des pays à la nourriture.

8. Le monde est confronté à une crise énergétique, les prix du pétrole brut ayant augmenté d'environ 60 % et ceux du gaz ayant plus que doublé au cours des six premiers mois de 2022.<sup>9</sup> Les marchés des combustibles fossiles ont également été fortement perturbés par le conflit en

---

<sup>6</sup> Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme alimentaire mondial (PAM), *Assessment of the risks and impact of the Russian-Ukrainian crisis on food security in the ECOWAS Region - Key findings* (Évaluation des risques et de l'impact de la crise russo-ukrainienne sur la sécurité alimentaire dans la région de la CEDEAO : Principaux résultats), juin 2022 (en anglais).

<sup>7</sup> S. Kenfack, M. Beguere et L. Boukerrou, *Water, climate, and health risks in West Africa: perspectives from a regional water quality program* (Eau, climat et risques sanitaires en Afrique de l'Ouest : perspectives d'un programme régional de qualité de l'eau), Résumé No. S-064, présenté à la vingt-huitième réunion annuelle de la Société internationale d'épidémiologie environnementale, Rome, 1<sup>er</sup> - 4 septembre 2016. Disponible à l'adresse : <https://ehp.niehs.nih.gov/doi/abs/10.1289/isee.2016.4802#:~:text=Over%2060%25%20of%20countries%20in,both%20rural%20and%20urban%20populations> (en anglais).

<sup>8</sup> Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, *Potential impact of the Ukraine-Russia crisis on West Africa* (Impact potentiel de la crise entre l'Ukraine et la Russie sur l'Afrique de l'Ouest), présentation Power Point du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, avril 2022 (en anglais).

<sup>9</sup> Les prix du pétrole sont repassés sous la barre des 100 dollars le baril au début du mois de juillet 2022 et sont restés proches de ce niveau, en grande partie à cause des attentes d'une augmentation de l'offre par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Ukraine, la Fédération de Russie étant le premier exportateur de gaz naturel et le deuxième exportateur de pétrole. En raison de ces facteurs, l'inflation des prix à la consommation a atteint un taux à deux chiffres dans plusieurs pays, dont le Burkina Faso, l'Égypte, la Gambie, le Ghana et le Nigéria, avec un pic sur cinq ans dans plusieurs pays, dont le Ghana et le Nigéria. La hausse des prix devrait faire baisser le niveau de vie dans les deux sous-régions.

9. La crise alimentaire met en évidence le lien entre l'énergie et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire dans les endroits où les industries agricoles et alimentaires utilisent l'énergie à diverses fins, notamment pour le transport et la production. Par exemple, les coûts énergétiques directs et indirects représentent parfois 40 à 50 % du total des coûts variables des cultures. Des coûts énergétiques plus élevés se traduisent donc par des coûts de production plus élevés et, en fin de compte, par des prix alimentaires plus élevés, en particulier pour les pays qui sont des importateurs nets de pétrole.

10. En ce qui concerne la sécurité énergétique, les pays d'Afrique du Nord ont déjà atteint un accès quasi-universel à l'électricité et à la cuisson propre (cible 7.1 des objectifs de développement durable) grâce à des politiques publiques efficaces qui ont favorisé d'importantes extensions du réseau, des programmes d'électrification rurale et l'expansion des réseaux de gaz et de distribution de gaz de pétrole liquéfié. Bien que la consommation d'énergie renouvelable reste largement inexploitée dans la sous-région par rapport à son potentiel, plusieurs pays ont fait des progrès substantiels dans le développement de leurs vastes ressources renouvelables. Au cours des dix dernières années, l'électricité renouvelable a augmenté de plus de 40 % en Afrique du Nord, grâce à l'expansion rapide de projets éoliens et solaires. Dans le secteur des transports, cependant, les énergies renouvelables jouent un rôle mineur dans la sous-région ; il existe peu de véhicules électriques pouvant utiliser de l'énergie renouvelable, et l'utilisation des biocarburants est faible. Néanmoins, la sous-région possède l'un des plus grands potentiels d'énergie renouvelable au monde, de sorte qu'un développement et une croissance significatifs sont possibles, et il est essentiel d'accroître le déploiement au-delà de la production d'électricité et dans le chauffage industriel et le transport, en utilisant des technologies telles que l'hydrogène vert. Selon les données de la Banque mondiale pour 2019, la consommation nationale moyenne d'énergie renouvelable en Afrique de l'Ouest était de 63,57 % de la consommation nationale totale d'énergie finale en 2019.<sup>10</sup>

11. La trente-septième réunion du Comité intergouvernemental des hauts fonctionnaires et experts pour l'Afrique du Nord et la vingt-cinquième réunion du Comité intergouvernemental des hauts fonctionnaires et experts pour l'Afrique de l'Ouest se tiendront conjointement à Marrakech, au Maroc, du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 2022. Elles se dérouleront dans un contexte mondial difficile, les États membres recherchant des solutions innovantes et à plus long terme pour atténuer l'impact des nombreuses crises et s'engager sur la voie d'une reprise résiliente et durable.

12. Une réunion de groupe spécial d'experts sur le thème « Résilience aux crises et durabilité en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest » se tiendra pendant la réunion conjointe. La réunion du groupe spécial d'experts rassemblera des chercheurs, des décideurs politiques et des experts des États membres, y compris des représentants d'institutions internationales. Son objectif principal est de fournir des recommandations politiques et d'identifier les actions prioritaires liées aux sujets suivants : systèmes alimentaires et

---

<sup>10</sup> Banque mondiale, Consommation d'énergies renouvelables (% de la consommation totale d'énergie), Base de données *SE4ALL*. Disponible à l'adresse : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.FEC.RNEW.ZS> (site consulté le 7 juillet 2022).

---

énergétiques résilients et durables en Afrique du Nord et de l'Ouest ; financement des petites et moyennes entreprises et performance des entreprises : perspectives de la prospérité, des personnes et de la planète ; investissement intelligent du point de vue du genre ; et enseignements tirés de l'émission d'obligations vertes dans les marchés émergents et les pays en développement.

## **II. Objectifs de la réunion conjointe**

13. Les crises énergétique et alimentaire actuelles ont des implications à court et moyen termes. Les gouvernements doivent agir rapidement et de manière décisive sur les problèmes à court terme, tout en restant cohérents avec leurs objectifs à long terme. En parallèle, ils doivent s'efforcer d'atteindre directement leurs objectifs à long terme. La réunion permettra aux participants de débattre et de suggérer des réponses à court et moyen termes aux problèmes de sécurité alimentaire et énergétique en Afrique du Nord et de l'Ouest qui tiennent compte de l'évolution des contextes régionaux et mondiaux.

14. Les participants discuteront également des rapports d'activité et des résultats obtenus par les deux bureaux sous-régionaux, examineront leurs futurs programmes de travail et affineront leurs orientations stratégiques, dans la mesure où elles sont liées aux priorités de développement des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest.

## **III. Résultats escomptés**

15. Les participants devraient affiner et adopter les rapports respectifs qui seront présentés par les deux bureaux sous-régionaux et formuler des recommandations sur les politiques et stratégies à l'intention des décideurs pour la formulation des programmes de développement nationaux et sous-régionaux. Ils devraient également faire fond sur le programme d'intégration régionale.

16. Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord et le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest prépareront chacun un rapport distinct sur la réunion conjointe dans lequel ils résumeront les présentations, les discussions et les principales conclusions et recommandations. Ces rapports seront soumis à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, principal organe délibérant de la Commission économique pour l'Afrique.

## **IV. Organisation et détails opérationnels de la réunion conjointe**

17. La trente-septième réunion du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord et la vingt-cinquième réunion du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique de l'Ouest se tiendront en format plénier, au cours desquelles les rapports et les documents élaborés par les deux bureaux sous-régionaux seront présentés et examinés. Les versions préliminaires des rapports finaux rédigés par les bureaux sous-régionaux seront envoyées aux États membres concernés dans un délai d'un mois après la clôture de la réunion.

## V. Participation

18. La participation à la réunion conjointe est ouverte en particulier aux représentants de haut niveau des ministères, administrations et institutions nationales chargés de la planification, du développement économique et social, des finances, de l'emploi, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture et de l'environnement. Les représentants du secrétariat général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), d'autres organisations intergouvernementales sous-régionales basées en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, de la société civile, du secteur privé, des universités, des institutions de recherche, des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires au développement peuvent participer en tant qu'observateurs.

## VI. Date et lieu de la réunion conjointe

19. La réunion conjointe se tiendra du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 2022 à Marrakech, au Maroc.

## VII. Langues de travail

20. L'arabe, l'anglais et le français seront les langues de travail de la réunion.

## VIII. Contacts

### Afrique du Nord

### Afrique de l'Ouest

#### Points focaux – Coordination

- |  |  |
|--|--|
| ▪ Khaled Hussein<br><a href="mailto:hussein44@un.org">hussein44@un.org</a> | ▪ Amadou Diouf<br><a href="mailto:diouf19@un.org">diouf19@un.org</a> |
|--|--|

#### Logistique/Finance

- |  |   |
|--|---|
| ▪ Cathy Lubuya Bashala<br><a href="mailto:lubuya.bashala@un.org">lubuya.bashala@un.org</a> | ▪ Aissatou Sene<br><a href="mailto:aissatou.sene@un.org">aissatou.sene@un.org</a> |
|--|---|

#### Secrétariat

- |  |   |
|--|---|
| ▪ Fouzia Assou Qaddour<br><a href="mailto:assouqaddou@un.org">assouqaddou@un.org</a> | ▪ Zara Sani<br><a href="mailto:saniz@un.org">saniz@un.org</a> |
|--|---|
-